

Le conseil de territoire PARIS TERRES D'ENVOL

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois
(Seine Saint-Denis)

REPUBLIQUE FRANCAISE

REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 71
Excusés : 9
Absents : 0

REUNION DU 11 JUILLET 2020

Le président certifie, sous sa responsabilité,
le caractère exécutoire du présent acte
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT, le SAMEDI ONZE JUILLET à QUINZE HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le CINQ JUILLET DEUX MILLE VINGT, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

ETAIENT

PRESENTS :

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, Mme DA COSTA Marie-Lyne, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. FERREIRA Lino, M. GEFFROY Philippe, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme JAOUANI Amel, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, Mme LAGARDE Aude, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEMARCHAND Brigitte, Mme MABIRE-LOISON Myriam, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, Mme PINHEIRO Amélie, M. PRUNIER Gérald, M. RAMADIER Alain, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

EXCUSES

Mme BENAMMOUR Mériem, Mme BRAIHIM Marwa, Mme DUBOE Nicole, M. GESELL Quentin, Mme HERNANDEZ-HERSEMEULE Carmen, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme MABCHOUR Najet, Mme MEKKI Chérifa, M. MILLARD Jean-Luc,

AYANT DONNE POUVOIR A

M. PRUNIER Gérald, M. BAILLON Jean-François, Mme DE CARVALHO Virginie, Mme COLLET Marie-Claude, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. CARRE Julien, M. BAILLON Jean-François, M. CHANTRELLE Laurent, M. LAGARDE Jean-Christophe,

SECRETAIRE DE SEANCE

Mme ABDELLAOUI Leïla.

DELIBERATION N°48 – AMENAGEMENT – ABROGATION DE LA DELIBERATION N°70 DU 24 JUIN 2019 PORTANT DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SIMPLE ET RENFORCE ET DU DROIT DE PRIORITE AUX COMMUNES ET AU PRESIDENT EN FONCTION DES TERRITOIRES ET DE LA DELIBERATION N°129 DU 9 DECEMBRE 2019 PORTANT MODIFICATION DU PERIMETRE DE LA DELEGATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SIMPLE ET RENFORCE ET DU DROIT DE PRIORITE AUX COMMUNES SUR LE TERRITOIRE DES COMMUNES DU BOURGET ET DE DRANCY

Le conseil de territoire,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5219-5 ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 210-1, L. 211-1 et suivants, L. 213-1 et suivants, L. 240-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, R. 213-1 et suivants ;

Vu la délibération n°70 du conseil de territoire du 24 juin 2019 portant délégation du droit de préemption urbain simple et renforcé et du droit de priorité aux communes et au Président en fonction des territoires ;

Vu la délibération n°129 du conseil de territoire du 9 décembre 2019 portant modification du périmètre de la délégation du droit de préemption urbain simple et renforcé et du droit de priorité aux communes sur le territoire des communes du Bourget et de Drancy,

Considérant qu'au cours du précédent mandat la délibération organisant l'exercice du droit de préemption urbain au sein de l'EPT a connu plusieurs modifications qui ont notamment affecté la délimitation des secteurs d'intérêt communal, d'intérêt territorial et d'intervention foncière de l'EPFIF,

Considérant qu'il procède de la bonne administration de l'établissement public territorial de réorganiser et de redéfinir les périmètres de délégation aux communes membres de l'exercice du droit de préemption urbain et du droit de priorité au sein des secteurs d'intérêt communal,

Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200711-48-11-07-2020-DE
Date de télétransmission : 21/07/2020
Date de réception préfecture : 21/07/2020

Considérant que cela implique au préalable d'abroger la délibération n°70 du 24 juin 2019 portant délégation du droit de préemption urbain simple et renforcé et du droit de priorité aux communes et au Président en fonction des territoires et la délibération n°129 du 9 décembre 2019 portant modification du périmètre de la délégation du droit de préemption urbain simple et renforcé et du droit de priorité aux communes sur le territoire des communes du Bourget et de Drancy,

Après en avoir délibéré,

- **ABROGE** en toutes ses dispositions, la délibération n°70 du 24 juin 2019 portant délégation du droit de préemption urbain simple et renforcé et du droit de priorité aux communes et au Président en fonction des territoires,
- **ABROGE** en toutes ses dispositions, la délibération n°129 du 9 décembre 2019 portant modification du périmètre de la délégation du droit de préemption urbain simple et renforcé et du droit de priorité aux communes sur le territoire des communes du Bourget et de Drancy,
- **RAPPELLE** que l'ensemble des périmètres de délégation du droit de préemption urbain antérieurement consentis par les communes du territoire avant le transfert de la compétence à l'EPT Paris Terres d'Envol demeurent applicables,
- **PRECISE** que les délibérations relatives à l'institution du droit de préemption urbain demeurent inchangées,
- **PRECISE** que le dispositif de la présente délibération sera transmis dans le mois, pour affichage, aux communes membres et sera publié dans un recueil des actes administratifs de l'EPT.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Montreuil, domicilié 7 rue Catherine Puig, dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

Adopté à l'unanimité

Le Président

Bruno BESCHIZZA



Accusé de réception en préfecture
093-200058097-20200711-48-11-07-2020-DE
Date de télétransmission : 21/07/2020
Date de réception préfecture : 21/07/2020